

**Syrie - Propos à la presse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères**

(Paris, 23 janvier 2018)

Q - Il y a une offensive turque à Afrin dans le nord de la Syrie. La France considère-t-elle que cette offensive est légitime ? Comment expliquez-vous qu'il n'y ait pas eu de condamnation au conseil de sécurité des Nations unies. Quelle est la position de la France dans la mesure où les Kurdes aident la France à arrêter les djihadistes dans l'autre partie de la Syrie et là, on a l'impression qu'on les laisse tomber ?

R - J'ai eu l'occasion de dire à mon collègue turc, hier matin au téléphone, que cette offensive nous préoccupait et que, si nous comprenions le souci de sécurisation des frontières qu'a la Turquie en ce moment, nous ne pouvions qu'appeler la Turquie à faire preuve de la plus grande retenue à ce sujet. Nous en sommes là. Comme je l'ai évoqué dans mon propos, le problème est que la fin territoriale de Daech est de nature à laisser émerger d'autres conflits qui, jusqu'à présent, étaient souterrains et qui apparaissent maintenant. Il y a celui-là, mais il y a aussi la situation dans Ghouta est qui devient dramatique et la situation dans l'ensemble d'Idlib tout aussi dramatique.

C'est pourquoi nous pensons indispensable qu'il y ait une accélération du processus politique pour éviter l'apparition de nouveaux conflits en Syrie qui ne seront pas les mêmes qu'auparavant, mais qui seront aussi dramatiques. Nous appelons l'ensemble des parties à retrouver le chemin de Genève, pour qu'il y ait une solution politique qui permette à la fois la constitution et le processus électoral. Pour cela, il faut un environnement impartial qui permette de bloquer les situations partout où elles sont, pour engager ce processus constitutionnel électoral. Sinon, il y aura une multiplication de drames et de conflits, comme ceux qui apparaissent aujourd'hui dans les trois zones que j'ai indiquées. Cette discussion-là, nous l'aurons aussi avec M. Tillerson./.